

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hédomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

De quelques aperçus de l'opportunisme (Boris Souvarine). — L'Expérience Hongroise et le livre de Varga (Paul Louis). — Le Front Unique en action dans le Monde (Albert Treint). — La Semaine Politique (C.-E. Labrousse).

La Semaine Internationale (Robert Pelletier). — Le Communisme français et l'attitude du camarade Rappoport (Léon Trotsky). — La lutte des Bolchevistes et des S. R. et la question des paysans moyens (André Julien).

De quelques aperçus de l'opportunisme

Moscou, 24 mai.

L'ARTICLE intitulé *La Scission* (B. C. du 6 avril) a provoqué une lettre du camarade Soutif (B. C. du 13 avril). Il ne s'agit ni d'une rectification, ni d'une protestation, ni d'une réponse, mais seulement d'une adjonction, d'un complément. J'avais cité une phrase de Soutif en épigraphe et y avais répondu à la fin de l'article. Soutif écrit alors pour reproduire dans son intégralité le passage de l'interview dont j'avais cité une phrase et montre qu'il ne partage pas l'opinion de ceux que je critiquais.

Il me paraît que Soutif a bien inutilement craint qu'on lui attribue une autre opinion que la sienne. La position politique d'un des secrétaires du Parti est connue de nos militants, surtout des lecteurs de ce *Bulletin*. On peut dire hardiment aussi que ceux-ci sont pour la plupart des lecteurs de l'*Internationale* et qu'ils avaient connaissance de l'interview. Personne ne songe à prêter à Soutif ce qui appartient à Fabre, à Verfeuil, à Gouttenoire de Toury. J'ai placé en exergue une phrase qui me semblait énorme, venant d'un secrétaire du Parti, et qui garde son énormité avec le contexte. La lettre de Soutif était donc sans objet. Mais bien que sans objet, il n'est pas dit qu'elle aura été sans utilité.

En relisant l'article *La Scission*, j'y ai remarqué une sérieuse lacune : j'avais simplement omis de relier l'extraordinaire interrogation de Soutif aux non moins extraordinaires affirmations de ceux que j'attaquais à propos des origines de la scission. Il n'est pas trop tard pour réparer ce défaut de composition, imputable seulement aux conditions difficiles

où je dois poursuivre ma collaboration au *Bulletin*. N'étant jamais assuré de voir publier mes articles, il est naturel que ceux-ci se soient espacés. Et la gravité de la crise du Parti suggérant bien des commentaires, il devient laborieux de les ordonner quand on les formule à de longs intervalles. La lettre de Soutif donne une excellente occasion de tirer au clair quelques questions dont l'ensemble de nos militants n'entrevoient pas toujours la véritable portée.

Occasion d'autant meilleure que pour discuter de la nature de cette tendance appelée par antiphrase « extrême-gauche », je ne saurais trouver interlocuteur plus qualifié que Soutif, ni plus caractéristique. Ajoutez à cela l'avantage d'avoir en lui un adversaire qui exprime clairement sa contradiction, qui dit ce qu'il dit au lieu de l'insinuer et de le sous-entendre, toutes choses que j'appréciais déjà quelques années plus tôt, à la Commission Exécutive de la Fédération de la Seine, où Soutif et le soussigné occupaient les positions les plus extrêmes, celui-là à droite, celui-ci à gauche. A cette époque de lutte de tendances âpre et déjà envenimée, il était rare de rencontrer un partenaire loyal, et il m'est agréable de rappeler que Soutif fut une de ces exceptions. J'aime à croire que rien n'est changé depuis, quant à la droiture dans les relations, la franchise dans les polémiques, — comme rien n'est changé dans nos positions respectives, en dépit d'apparences qui vont bientôt se dissiper.

Qu'est-ce que notre soi-disant extrême-gauche ? C'est une tendance qui s'est manifestée

il y a moins de deux ans, à la fin de 1920, à la veille de l'acte historique de Tours. Rappelons succinctement les faits.

Le 2^e Congrès Communiste mondial avait établi 21 conditions d'adhésion à la nouvelle Internationale. Elles n'étaient pas en acier chromé, ces conditions, ni même en bois : le Congrès les avait dressées en tenant compte de conjonctures générales et elles devaient évidemment être adaptées à la situation particulière de chaque pays par les représentants communistes responsables. C'est ce que comprit le Comité de la 3^e Internationale en France. Le Comité approuvait l'ensemble des 21 conditions, sauf celle concernant la subordination des syndicats au Parti, réserve que l'Exécutif ne pouvait pas ne pas approuver puisqu'elle s'inspirait exclusivement de l'intérêt du mouvement ouvrier et que de fait, il approuva. Cachin et Frossard, qui n'avaient connu à Moscou que 9 conditions repoussaient plusieurs des 21. Le Comité, convaincu de la sincérité de ceux qui s'étaient ralliés avec éclat à ses conceptions générales et de la possibilité d'un accord ultérieur plus profond, plus étroit, grâce à la collaboration et à l'action commune, leur fit quelques concessions d'importance secondaire et scella ainsi l'alliance des deux tendances contre l'approbation de l'ensemble des 21 conditions, la modification de celle qui avait trait aux rapports du Parti avec les syndicats, l'ajournement du changement de titre du Parti, l'abandon par le Comité du droit aux deux tiers des sièges des organismes directeurs, la transformation de l'exclusion *a priori* de certains centristes en exclusion *a posteriori* entraînée par le refus d'accepter la résolution du Congrès.

Surgit l'extrême-gauche, avec comme porte-parole plusieurs membres de la « Fédération des Soviets ». Cette « Fédération » ne cachait pas ses conceptions anarchistes, dont elle ne se séparait que sur la question de dictature du prolétariat. Elle était fédéraliste et anti-parlementaire à la manière même des libéraux, comme il fut facile aux représentants du Comité de s'en convaincre après dix mois de discussions avec ses représentants, à la prison de la Santé. Elle s'était trompée en adhérant à l'Internationale Communiste, qui n'accepta pas son affiliation. C'est son influence qui s'exprima dans le Parti, par l'organe de Heine et de quelques autres.

Que voulait cette extrême-gauche ? L'intégralité des 21 conditions qu'elle opposait par une résolution spéciale à la résolution du Comité et de la fraction Cachin-Frossard réunis. Elle voulait la subordination des syndicats au Parti, les deux tiers des sièges au Comité Directeur à la fraction du Comité, notamment. Elle nous imputait à crime nos concessions au groupe Cachin-Frossard, nous accusait même de sympathie masquée pour le groupe Longuet. L'Exécutif comprit immédiatement la... puérilité de cette surenchère et approuva notre résolution, qui fut votée à Tours par une forte majorité.

Dès son origine, qu'a fait l'extrême-gauche ? *La besogne de la droite*. Elle a cherché à créer des difficultés au Comité qui menait une opération politique de première importance, la jonction des tendances gauche et centre. Elle l'a fait avec le concours du *Populaire*, organe de la droite. On n'a pas oublié la publicité que donnait ce journal au groupuscule qui faisait son jeu en contre-carrant celui de la majorité communiste.

Ce rôle d'auxiliaire de la droite, joué dès le premier jour par la prétendue extrême-gauche, celle-ci n'a cessé de le remplir depuis. Il n'est que trop facile de le constater.

**

Il semblait qu'en défendant farouchement l'intangibilité des 21 conditions nos fédéralistes avaient renoncé à leur fédéralisme. Pas le moins du monde. Moins d'un an après, forts de la complaisance des dirigeants du Parti, ils faisaient adopter par la Fédération de la Seine une constitution étrange, créant un petit Parlement périodique pour diriger l'organisation. Puis, encouragés par ce premier succès, dont le Parti pâtit encore, ils menaient la violente campagne que l'on sait contre la proposition de l'Exécutif d'instituer un organisme politique permanent, par délégation des pouvoirs du Comité Directeur.

Tous les grands partis communistes ont un comité ou bureau politique restreint capable de siéger en permanence, de suivre les événements de près et d'envoyer des directives aux organes locaux. La proposition de l'Internationale d'étendre au Parti français ce mode d'organisation était toute naturelle. Quelle opposition rencontrera-t-elle ? Celle de cette extrême gauche qui voulait peu de temps auparavant les 21 conditions dans toute leur rigidité, c'est-à-dire avec le centralisme le plus accusé. Et avec qui cette extrême gauche conjuguait-elle ses efforts pour faire échec à la proposition de l'Exécutif ? Avec l'extrême-droite, avec le *Journal du Peuple*, Fabre, Méric, etc.

Extrême droite et extrême gauche *font la même besogne*, tournent en dérision l'Exécutif, crient à la dictature, se moquent et vont jusqu'à de vilaines insinuations. Elles inventent un danger de « centralisme oligarchique » pour justifier leur malsaine agitation, et votent ensuite à Marseille une résolution condamnant le « centralisme oligarchique » tout en reconnaissant que personne ne le préconise. (Je n'exagère rien.)

Grattez le vernis d'extrême gauche, vous trouverez tout de suite le fond d'extrême droite. Qu'est-ce que ce Comité Directeur qui doit « présider aux destinées du Parti » ? (Heine dixit). C'est l'ancienne C. A. P. dont le Parti a déclaré à Tours qu'il ne voulait plus. Qu'est-ce que ce droit des sections que l'extrême gauche prétend sauvegarder ? C'est l'état de choses du vieux Parti, le droit pour

chaque groupe de violer les décisions prises en commun ou de les accommoder aux goûts locaux. Car enfin, il n'est pas de Comité Central, si puissant soit-il, comme celui du parti russe, par exemple, qui ait jamais entravé l'initiative des sections, quand l'initiative est bonne ! En fait, l'extrême gauche tente de faire faire au Parti un pas en arrière. *Elle se fait complice de la droite.*

Je sais bien qu'elle se réclame du soviétisme, de la constitution russe (comme auparavant la « Fédération des Soviets »). Mais il ne suffit pas de commettre une erreur pour impressionner des communistes avertis ! Si des camarades ne comprennent pas que l'administration d'un Etat et une organisation politique sont deux choses différentes, comme le leur a justement signalé Robert Pelletier, c'est qu'ils ont encore beaucoup à travailler avant d'être communistes. Ce n'est pas de la Constitution soviétique que le Parti français doit s'inspirer, *mais des statuts du Parti russe*. Or, celui-ci est d'autant plus centralisé que l'Etat est décentralisé. Qui ne voit pas cela n'a rien compris à ce qui se passe en Russie depuis cinq ans. Au surplus, la Constitution elle-même est d'application irréalisable tant que la victoire du prolétariat n'est pas définitivement assurée : les élections aux soviets ne sont pas libres, les partis antisoviétistes sont hors la loi. L'exemple russe invoqué par l'extrême gauche, qui invoquerait n'importe quoi pour justifier son action injustifiable, ne tient pas debout.

La même extrême gauche qui voulait, à Tours, la subordination des syndicaux au Parti, s'est avisée de devenir subitement le champion de l'autonomie syndicale, menacée paraît-il par Moscou, par la gauche du Parti qui prend au sérieux les résolutions du Parti sur le travail des communistes dans les syndicats. Naturellement, elle se trouve d'accord avec le *Journal du Peuple*, avec l'extrême droite qui, elle aussi, défend l'indépendance syndicale que personne d'entre nous ne met en cause. *Une fois de plus, extrême gauche et extrême droite font la même besogne*, contre les vrais communistes, et en même temps font le jeu des réformistes de la C.G.T. et du Parti socialiste ainsi que des anarchistes et des syndicalistes anarchisants, c'est-à-dire de tous les courants anti-communistes.

En fait, extrême droite et extrême gauche ne sont qu'une seule et même tendance opportunistes, aux aspects divers. Leurs terminologies seules diffèrent, le fond est commun. Leur travail est identique dans ses résultats : nuire au mouvement communiste.

**

Quelle est la première caractéristique de l'opportunisme ? (Il est bien entendu que j'emploie ce mot avec le contenu qui lui est donné couramment dans l'Internationale. Il ne saurait

être question de lui rendre le sens qu'il avait, appliqué par les républicains radicaux français à Gambetta. Comme le vocabulaire ne s'enrichit pas à mesure que des notions nouvelles se créent, il faut bien employer de vieux mots en leur donnant un sens nouveau. Les communistes englobent dans la qualification d'opportunisme les tendances qui contredisent la conception révolutionnaire marxiste du mouvement ouvrier. Réformistes, révisionnistes, inopportunistes comme Radek a appelé ceux qui posent à l'intransigeance absolue, ou confusionnistes comme on appelle parfois ceux qui n'arrivent pas à savoir exactement ce qu'ils veulent — sont pour nous des opportunistes).

La première caractéristique de l'opportunisme, c'est sa variété, son hétérogénéité. L'opportunisme n'a ni doctrine, ni programme. Il se manifeste diversement dans les divers pays. Il parle ici en conciliateur, là en intransigeant, jamais en communiste. L'opportunisme, c'est l'erreur, abondante et variée, ondoyante et diverse. Les opportunistes affichent des étiquettes différentes, arborent des étendards de couleur plus ou moins foncée, se classent tantôt à droite, tantôt à gauche. *Mais au moment décisif, ils font chorus contre l'idée communiste, ils conjoint leurs efforts contre la Révolution.*

Quelques exemples en diront plus long qu'un long discours. En Russie, les socialistes-révolutionnaires se prétendaient plus à gauche que les bolcheviks, les mencheviks se croyaient des marxistes plus orthodoxes que les bolcheviks qu'ils taxaient généreusement de blanquisme, de bakouninisme, etc., mais à l'heure décisive, tous ces opportunistes se sont mis d'accord avec les cadets monarchistes contre le bolchevisme, c'est-à-dire contre la Révolution. En Allemagne, le social-traitre Scheidemann, le révisionniste-pacifiste Bernstein, le marxiste-pacifiste Kautsky, de programmes différents, mais tous opportunistes, se sont trouvés d'accord à l'heure décisive contre Rosa Luxembour et Liebknecht, contre Spartacus, contre la Révolution.

De même, l'histoire de la grande révolution française nous montre la gauche et la droite, les Enragés et les Indulgents coalisés contre les véritables représentants de la révolution, et provoquant Thermidor.

De même, dans la France d'aujourd'hui, le réformiste, le pacifiste, le fédéraliste, l'extrême gauchiste, le syndicaliste et l'anarchiste crient *haro* ! sur le communiste, sur celui qui suit la ligne révolutionnaire, sur « l'agent de Moscou ».

L'opportunisme a cent visages. Il s'affuble d'innombrables masques, et le plus souvent du masque de l'intransigeance, du rigorisme révolutionnaire, de l'extrême gauche. En France, particulièrement, les opportunistes affectionnent cet accoutrement.

Lisez la presse française social-réformiste, syndicaliste-réformiste et anarchiste, c'est-à-dire de droite et d'extrême gauche, vous y lirez les mêmes critiques, les mêmes attaques contre les bolcheviks, c'est-à-dire contre les révolutionnaires qui font la révolution, sur la question des concessions au capitalisme. Les communistes russes font des compromis ! Ce n'est pas nous, socialistes, syndicalistes, anarchistes français, qui en faisons ! Lénine traite avec Lloyd George ! C'était bien la peine de poser à l'irréductible ! Des concessions, si donc, quelle honte ! Heureusement que nous sommes là, nous, les révolutionnaires en pantoufles, pour maintenir les principes dans leur intégrité !

Et dans notre Parti, que fait la droite ? Elle prend un air condescendant et dit : Pauvres bolcheviks ! Voilà ce que c'est que de s'emballer, de prétendre brûler les étapes et se passer d'une sage évolution ! Nous le leur avions bien dit, que ne nous ont-ils écoutés, nous, les communistes raisonnables ? Espérons que maintenant ils ne se permettront plus de nous donner des conseils, encore moins des leçons, et surtout que les échauffés de chez nous vont nous laisser tranquilles !

Et que fait l'extrême gauche ? Elle prend un air dégoûté, et dit : Quoi ? Des concessions ? Que les Russes en fassent s'ils le veulent, s'ils sont déjà fatigués. Nous, Français, nous n'en faisons pas ! Les Russes nous parlent de front unique pour que nous les aidions à se tirer d'affaire maintenant qu'ils sont dans l'embarras. Ils veulent faire de nous des instruments de la politique extérieure de leur Etat : nous ne marchons pas ! Radek fait marcher Cachin pour le compte de l'Etat russe, Radek et Cachin souillent notre hermine immaculée : qu'ils ne recommencent plus !

Une fois de plus, extrêmes droits et extrêmes gauches (au pluriel) *font la même besogne* : il s'agit de nuire à la révolution, pas la révolution théorique, celle dont on parle dans les livres ou dont on discute dans les réunions, *mais la révolution qui est, qui s'accomplit sous nos yeux*. Une fois de plus, opportunistes de tous poils sont d'accord contre les communistes.

La pseudo-intransigeance de notre extrême gauche s'est imposée à notre Parti, en matière de tactique électorale, grâce à l'incroyable faiblesse de notre direction qui a pour principe de céder devant les démagogues. Au lieu de réfléchir, d'analyser la situation, de l'interpréter en marxistes, la majorité du Parti a adopté une ligne de conduite absurde. Elle discrédite le communisme en faisant le jeu du Bloc National, détesté des masses ouvrières. Par surcroît, *elle fait le jeu des dissidents*, tout en s'en défendant et en adoptant systématiquement et aveuglément une attitude négative à leur égard. Car faire le jeu des dissidents, ce

n'est pas leur donner occasionnellement des voix, selon la conception que j'ai préconisée dans deux articles de l'*Humanité* en novembre dernier et que les théoriciens les plus autorisés de l'Internationale ont confirmée à peu de chose près quelques mois plus tard : faire le jeu des dissidents, c'est leur donner l'arme politique de premier ordre que leur donne notre extrême gauche avec sa politique, dite d'intransigeance, en réalité d'incompréhension. Oui, notre Parti fait le jeu du Bloc National, des dissidents, c'est-à-dire de la contre-révolution, avec la politique insensée, décidée à Marseille, et je ne crains pas de le dire avec toute la brutalité nécessaire, au risque d'être anathématisé une fois de plus par nos communistes « bien élevés », pour être entendu de Mon Parti abusé, et sûr qu'il me donnera raison après m'avoir blâmé.

Et en même temps que nos pseudo-intransigeants font ce joli travail, que fait la droite ? Elle préconise le « bloc des gauches », l'alliance avec la bourgeoisie. C'est sa manière, à elle, de faire le jeu de la contre-révolution. Ni la droite, ni l'extrême gauche ne conçoivent la tactique réaliste, la tactique marxiste intelligente, la tactique communiste. Et quand l'Internationale la leur propose, préconise le bloc ouvrier contre le bloc des gauches et le bloc national, la droite s'écrie : Mais c'est le Bloc ! Bravo ! Et l'extrême gauche s'exclame : Mais c'est le Bloc ! Haro ! L'une et l'autre ont la même conception, ils ne comprennent que le « bloc des gauches », il ne leur vient même pas à l'idée que le bloc ouvrier procède d'une conception révolutionnaire qui n'a rien de commun avec le bloc des gauches. L'une dit oui, l'autre dit non, toutes deux sont contre le point de vue communiste : *Là encore, extrême droite et extrême gauche, en dépit des apparences, font la même besogne et contrecarrent la tactique communiste.*

..

Le même phénomène a pu être observé une fois de plus à propos du front unique. Quand l'Internationale a lancé le mot d'ordre, notre droit et notre extrême-gauche n'ont eu qu'un seul cri : mais c'est le retour à l'ancienne unité ! Moscou se repent de son œuvre de scission et veut réparer ce qu'elle a brisé ! La droite a dit oui, l'extrême-gauche a dit non, chacun ayant des raisons que la raison communiste ne connaît pas. L'une et l'autre ont la même conception du front unique, qu'elles considèrent comme le retour à l'ancienne unité condamnée, conception qui n'a absolument rien de commun avec celle de l'Internationale que l'une et l'autre discréditent, chacune à sa manière.

Et quand l'Internationale propose d'exclure du Parti les partisans du retour à l'ancienne unité, ce qui devrait satisfaire l'extrême-gauche et dissiper ses appréhensions, que fait

cette extrême-gauche ? S'emploie-t-elle à débarrasser notre Parti des amis de l'ennemi ? Rien de semblable. Elle se dresse contre l'Internationale et protège la droite, au nom de l'indépendance et de la dignité du Parti français, au nom du droit de celui-ci de s'administrer en dehors de toute intervention « étrangère ». *Là encore, extrême-gauche et extrême-droite sont solidaires contre l'Internationale Communiste.*

Quant à la superbe intransigeance de l'extrême-gauche qui repousse le front unique, elle ne fait illusion à aucun communiste sérieux. Elle dissimule mal ce que Trotsky a justement appelé le culte de la passivité, de l'inaction. Phraséologie d'irréductibilité révolutionnaire, pratique routinière, stérile, sans initiative, sans élan, sans valeur combative. « Je suis pour la Révolution totale, donc je vais me coucher », telle est la devise inavouée de notre extrême-gauche. *C'est un point de vue qui se concilie parfaitement avec celui de l'extrême droite, mais pas avec celui de l'Internationale Communiste.*

Tantôt l'extrême-gauche et l'extrême-droite se prononcent dans des sens différents, mais leurs conceptions sont de même essence, et malgré la divergence de leurs conclusions, elles s'accordent parfaitement pour s'octroyer une tolérance réciproque et se coalisent à merveille contre les communistes, les adeptes du socialisme asiatique, désagréables, mauvais coucheurs, qui manquent constamment aux usages, à l'urbanité, au bon ton. Tantôt l'extrême-droite et l'extrême-gauche, partant de considérations ou de conceptions différentes, aboutissent aux mêmes conclusions, et c'est encore pour entraver le développement du communisme.

Ceci apparaît clairement, par exemple, dans l'opposition au « militarisme rouge ». Chacun sait, ami ou ennemi, que sans son Armée Rouge ouvrière et paysanne, la Révolution russe eût été anéantie dès 1919. Le fait est incontestable, aussi n'est-il pas contesté : mais où les tendances se dessinent, c'est quand il s'agit de l'apprécier ! Et à quel spectacle assistons-nous ? Les bourgeois du *Temps*, les alliés des émigrés blancs, ces antimilitaristes par excellence, fulminent contre l'Armée Rouge ; les bravaches du *Eloc National*, à la Chambre, hachent d'interruption les discours de Renaud Jean en maudissant l'Armée Rouge ; les cliques du *Populaire*, du *Peuple*, de la *France Libre*, ne sont pas les moins empressées à flétrir l'Armée Rouge ; les anarchistes arrivent à la rescousse, prononcent à leur tour une condamnation sans appel...

Et dans notre Parti ? Comme d'habitude, à droite et à l'extrême-gauche, on voit se lever ici un pacifiste petit-bourgeois, là un tolstôïen, ailleurs un antimilitariste à tous crins, qui mêlent au concert d'imprécations contre l'Armée Rouge leurs notes sentimentales. *Une fois de plus les extrêmes-droites et les extrêmes-*

més-gauches font la même besogne. Il s'agit de discréditer une nécessité révolutionnaire, une condition *sine qua non* de la révolution, l'organisation de la violence prolétarienne et la discipline.

Veut-on encore un exemple ? On n'a que l'embarras du choix. Les bourgeois du *Temps* et d'ailleurs accusent les communistes d'être aux ordres d'un groupe politique étranger, le Parti russe, comme ils les accusaient avant la guerre d'être au service de la social-démocratie allemande. Les cliques du *Peuple* et du *Populaire* renchérissent sur le même thème : nous sommes des agents serviles de Moscou, Longuet dit « séides », Dumoulin dit « domestiques ». Là-dessus, les inévitables anarchistes s'en mêlent, dans un langage plus relevé, et nous donnent sans compter du « larbins de Lénine » !

Et dans notre Parti, comment réagit-on ? Une fois de plus, la droite et l'extrême-gauche se font les agents de l'idéologie bourgeoise, du nationalisme, de l'anarchisme, etc., et l'adaptent à leur milieu. Il ne s'agit que de trouver une forme différente pour exprimer la même idée. On invoque l'indépendance et la dignité du Parti, l'autonomie des syndicats, les traditions du mouvement ouvrier français, l'incompatibilité du génie latin avec les mœurs « byzantines ». Et puis, on n'est pas moujiks, on en a assez des ukases moscovites ! Les malheureux n'ont même pas conscience d'être des nationalistes qui s'ignorent. En septembre ou octobre dernier, le *Journal du Peuple* publiait un article de Quinton où il était dit (je cite de mémoire, mais c'est à peu près textuel) : *Il faut laisser à Lorient le temps de redevenir Français.* Récemment, à Moscou, le représentant de l'extrême-gauche à la Conférence de l'Exécutif, connu pour la maturité de sa pensée, son intelligence exceptionnelle, la sûreté de son goût, la perfection de son éducation, la délicatesse de ses manières, son tact infini, bref par l'ensemble de ses qualités bien françaises, dit à l'auteur de cet article, sur un ton supérieur que je renonce à rendre : *Vous ne pouvez pas comprendre l'esprit français !* Il est de fait que je suis affligé de cette tare indélébile : être natif de Kiev. (En cette matière, il n'est pas de prescription !) La profonde parole de mon interlocuteur était sans réplique. *Comme toujours, là encore, les extrêmes-droites et les extrêmes-gauches font la même besogne nationaliste, ouverte ou masquée.* Quant à concevoir que les communistes internationaux sont d'accord entre eux parce qu'ils ont la même conception de l'intérêt du prolétariat, et que l'influence prépondérante des camarades russes est due à leur culture, à leur expérience, acquises au cours de vingt années de lutte, cela ne peut même pas leur venir à l'idée.

Je citerai encore un exemple illustrant la collusion permanente de la droite et de l'extrême-gauche, l'identité de leur besogne,

la communauté de leurs intérêts politiques : l'histoire de l'élection du 2^e Secteur Parisien. On a vu les gens du *Populaire* et la droite avec l'immanquable extrême-gauche de notre Parti, une fois de plus d'accord, (Sixte-Quenin, Paul Faure, Verfeuil, Méric, Fabre, Heine et C^{ie}, faire la même campagne malpropre contre le soussigné, qui se flatte d'ailleurs de bien mériter leur haine. Thème : un communiste ne doit pas faire appel aux suiveurs d'autres partis ni exploiter les paroles de ses adversaires. Et l'inspiration de cette sottise, le but poursuivi ? Il s'agit de discréditer les communistes qui troublent la quiétude des politiciens de droite et d'extrême-gauche, qui gênent leurs coteries.

A force de faire la même besogne négative, extrême-gauchistes et droitières se sont mêlés tant et si bien que l'on a peine à les distinguer les uns des autres. Il en est dont on ne sait s'ils appartiennent à l'une ou à l'autre tendance. Il en est qui sont des deux à la fois ! Ce qui est sûr, c'est qu'ils forment un front unique contre le communisme.

Et qui pourrait me dire si la phrase de Soutif que j'ai citée : « Le pays communiste ne comprendra pas, nous demandera : « Pourquoi avez-vous fait la scission ? » Que répondre ? » est d'un homme d'extrême-gauche ou d'extrême-droite ? Pour ma part je renonce à le discerner. Tout ce que je sais, c'est qu'un communiste doit savoir quoi répondre à la question : « Pourquoi avez-vous fait la scission ? »

**

Notre prétendue extrême-gauche n'est qu'une extrême-droite. Nos soi-disant intransigeants ne sont que des opportunistes. Si Soutif n'en est pas convaincu après cela, que lui faut-il comme démonstration ? Attendrait-il, pour s'en persuader, que les gens qui complotent une scission dans notre Parti réalisent leur mauvais coup ? N'a-t-il pas entendu parler d'un certain parti ouvrier communiste, réalisant « la grande amitié » de la droite et de l'extrême-gauche, délivrées des fâcheux, des agents de Moscou ? N'est-il pas question fréquemment d'un certain « regroupement » qui ressemble fort à une combinaison avec une partie des dissidents ? N'a-t-il pas le sentiment que la question du front unique a été saisie comme la première occasion de rupture avec l'Internationale Communiste, dont la campagne éhoulée à laquelle l'Exécutif vient de répondre n'est que la préparation ?

Si Soutif avait encore quelques doutes sur l'opportunisme foncier des intransigeants et la nature de leur besogne, qu'il se rappelle ces faits lumineux : Au 2^e Congrès mondial de Moscou, il était deux participants, parmi les plus éminents, qui taxaient les bolcheviks de modérantisme et condamnaient l'excès de souplesse de la tactique communiste. Ils n'admettaient pas les ménagements envers la paysannerie, les concessions aux mouvements nationaux dans les colonies, l'entrée du Parti Com-

munistes anglais dans le Labour Party, etc. ! Ces deux intransigeants s'appelaient Serrati et Paul Lévy. Trois mois après leurs manifestations d'intransigeance, ils trahissaient l'Internationale. Est-ce assez éloquent ?

Quoi qu'il en soit, que Soutif y voie clair ou qu'il n'y entende goutte, il y a désormais des militants, en nombre grandissant, qui prennent très nettement conscience du péril que court leur Parti. Ils ne laisseront pas le champ libre à l'ennemi. Quelque déguisement qu'ils revêtent, les adversaires du communisme seront démasqués. Je suis sûr qu'il suffira que le Parti les reconnaisse pour qu'il les chasse de ses rangs.

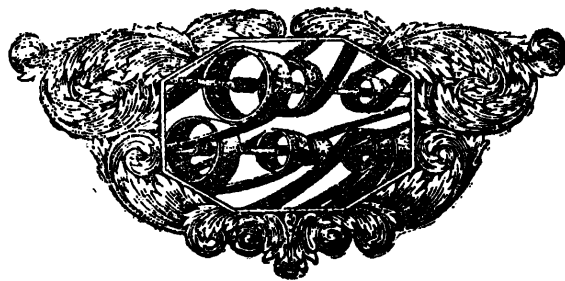
La lutte que d'aucuns ont cru pouvoir impunément entreprendre contre les communistes sera poursuivie jusqu'à son terme. Il faut qu'on sache si les saboteurs de l'action communiste vont trahir le Parti en pays conquis, et si les partisans de l'Internationale Communiste y seront des intrus. Il faut qu'on sache si nous allons, selon l'engagement pris à Tours, fonder un Parti Communiste, ou bien si le Parti veut retourner à son vomissement. La discussion est ouverte. Elle ne fait que commencer.

Boris SOUVARINE.

La sincérité absolue est un devoir entre communistes, et, en ceci comme en tout, nos camarades russes ont donné le bon exemple : à nous de l'imiter. Souvarine, on le sait, ne mâche pas ses mots : il appelle par leur nom les hommes ; il lui arrive de qualifier crûment les actes ; il peut se tromper parfois ; du moins ne cherche-t-il pas à tromper les autres, qui sont libres de discuter ses opinions et qui ont d'autant plus de facilité pour le faire qu'il ne dissimule rien du fond de sa pensée.

Au devoir qu'a l'écrivain communiste de tout dire correspond, pour le lecteur communiste, la vertu de pouvoir tout entendre. Aussi publions-nous, sans en changer un mot, l'article de Souvarine et celui de Trotsky.

C'est d'ailleurs l'intérêt du Parti, au lendemain de cette nouvelle session de l'Exécutif, élargi, sur laquelle nous sommes encore si mal informés, de connaître, quant à la situation communiste française, l'opinion de quelques-uns des hommes qui ont pris part aux derniers travaux de l'Exécutif. En fournissant à ses lecteurs tous les éléments nécessaires à la compréhension de nos débats, le *Bulletin Communiste* atteste sa fidélité à l'esprit même de son institution.



L'Expérience Hongroise et le Livre de Varga

Le livre que la Bibliothèque Communiste vient de publier : *La Dictature du Proletariat*, de Varga, restera comme un des maîtresses œuvres du Communisme actuel. La personnalité de l'auteur, l'un de nos meilleurs théoriciens, sa science économique qui est presque inégalable, sa connaissance de la politique internationale, et en même temps l'intérêt capital qu'offre l'expérience hongroise, les leçons qui se déduisent naturellement des épreuves subies, tout concourt à donner à ce volume un attrait exceptionnel. Lorsqu'on l'a ouvert, on ne peut plus le clore avant d'en avoir terminé la lecture. C'est de l'histoire, de la doctrine et de l'enseignement pratique à la fois.

Dans la préface de l'édition française, Varga nous dit : « Il peut sembler étonnant aujourd'hui, plus de deux ans après la chute de la révolution hongroise des Conseils de publier en langue française, un livre traitant spécialement des expériences de la dite république. La dictature ouvrière a pris fin depuis longtemps, mais la Terreur Blanche toujours sévissante en Hongrie montre que, malgré sa courte durée, la république des Conseils a profondément impressionné les classes dirigeantes de l'Europe Occidentale. Nous disons les classes dirigeantes d'Europe, car il est évident que sans l'appui des classes dirigeantes de l'Europe occidentale, et avant tout de la France, le régime de la Terreur Blanche ne pourrait durer. »

Rien de plus exact. Il est très vrai que la révolution Hongroise succédant à la révolution Russe et se fondant sur les mêmes principes, a engendré une stupeur et une inquiétude nouvelles dans les bourgeoisies, et que celles-ci n'ont pas pris de répit qu'elles ne l'eussent renversée. La Hongrie était plus près que la Russie ; son exemple pouvait être plus contagieux pour les contrées de l'Europe méridionale et surtout il était plus facile de maîtriser le prolétariat magyar que le prolétariat russe. Cette affirmation, pour qui examine la carte et connaît l'exiguïté de la population Hongroise, n'a pas besoin d'être autrement justifiée.

Mais ce n'est point un éclaircissement à ce sujet que nous cherchons dans le livre de Varga. Ce que nous sollicitons, et ce que nous trouvons, formulées en traits saisissants, ce

sont les déductions qui s'imposent à tous les militants révolutionnaires en face des épisodes qui ont suivi l'écroulement quasi automatique et pacifique du pouvoir de Karolyi. Là-dessus, Varga nous donne pleine satisfaction.

La révolution hongroise n'a pas commencé de même manière que la révolution russe. Une révolution commence comme elle peut ; il n'y a pas de règle fixe. Mais les problèmes qui surgissent, une fois cette révolution accomplie — je veux dire l'ancien régime abattu, sont — partout les mêmes ou à peu près, car encore faut-il tenir compte de la structure économique, de la prédominance de l'élément industriel ou de l'élément agricole, de la répartition de la propriété. Ces distinctions nécessaires, Varga en montre, à chaque chapitre, l'opportunité.

Il se place nettement, loyalement, devant les questions et n'en esquive aucune. A quoi bon d'ailleurs ? Nous ne sommes plus à une heure où les utopistes pouvaient se donner libre carrière et où la révolution paraissait indéfiniment éloignée. Les événements les plus récents nous attestent qu'un prolétariat, que plusieurs prolétariats peuvent se trouver, d'un instant à l'autre, devant des devoirs impérieux d'action et d'organisation. Varga ne nous dissimule rien des grandes tâches qui s'imposent à nous. Il s'attaque, dans un chapitre, à ce problème de l'accroissement de la production qui se dressera devant la dictature prolétarienne, comme il se dresse devant le capitalisme expirant. Plus loin Varga envisage l'abaissement du niveau de vie du prolétariat industriel au début de la dictature, puis l'organisation de l'économie prolétarienne, puis la discipline et l'intensité du travail. Que de leçons à tirer de ce livre d'un homme, qui n'est pas un pur intellectuel de cabinet, mais qui a associé aux méditations profondes les données de la pratique, et qui nous communique les résultats de sa propre expérience !

Rarement la question des employés, ou pour être plus exact, la question des rapports de cette catégorie de salariés avec les autres catégories ouvrières a été scrutée, analysée avec autant de discernement. Varga y apporte la hauteur et la généralité de vues, la dialectique impeccable qu'il puise dans la sincérité de son Marxisme. Plus loin voici la politique agraire de l'Etat prolétarien : grave affaire

pour un pays qui était essentiellement agricole comme la Hongrie, et où les ouvriers d'industrie ne constituaient une majorité que dans la capitale — majorité suffisante cependant dans son énergie pour asseoir la dictature ouvrière : affaire qui ne serait pas moins grave pour des pays plus fortement industrialisés, comme la France, la Belgique, l'Angleterre.

A un tel chapitre se lie celui de la gestion des subsistances. La révolution russe a vérifié combien il importe que des règles strictes soient adoptées en ce domaine, et que le service des approvisionnements soit de prime abord constitué. D'autres chapitres concernent le problème monétaire, le problème budgétaire dans l'Etat prolétarien et nous savons que ni l'un ni l'autre ne peuvent être tenus pour négligeables, qu'ils sont même essentiels dans la période transitoire. Et enfin les problèmes économiques internationaux de la dictature sont évoqués. Comment les nierait-on alors que le marché est internationalisé et que les Soviets de Russie les rencontrent à chaque instant ?

En un mot Varga, qui a été Commissaire du Peuple de la république des Conseils, nous fait toucher du doigt toutes les préoccupations qui s'imposent à un tel régime, à l'heure où il se substitue au régime capitaliste. Quelles seront les relations qui s'établiront entre la dictature prolétarienne et les diverses catégories sociales ? Comment la dictature traitera-t-elle celles-ci ? Quel sort fera-t-elle aux petits paysans, aux moyens paysans, aux ouvriers et aux autres salariés ? Comment assurera-t-elle la continuité de la production et l'exacte distribution des vivres ? Comment répondra-t-elle aux besoins généraux et prescrira-t-elle certaines restrictions ? Comment expropriera-t-elle et socialisera-t-elle les domaines et les capitaux de toute espèce, et dans quelle mesure socialisera-t-elle tout de suite ? Ce sont là des questions qui hantent de longue date les Communistes, mais jusqu'à 1917 on les examinait uniquement à la lumière du raisonnement. Aujourd'hui la révolution russe et la révolution hongroise — l'une victorieuse, l'autre terrassée, nous fournissent les données de leurs expériences. En suivant Varga pas à pas, on apprend à aborder les problèmes sous leur aspect non plus théorique, mais pratique ; on discerne ce qu'il faut faire et aussi ce qu'il ne faut pas faire ; on mesure les efforts matériels et aussi les efforts moraux qui seront obligatoires, si l'on veut faire de la révolution une vérité.

Les conclusions de Varga sont précises comme un impératif catégorique : « Plus d'un lecteur sera épouvanté de l'énormité de la tâche qu'a à remplir la révolution prolétarienne, et reculera devant les dures privations qui sont imposées aux pionniers du prolétariat. Notre but n'était pas d'éveiller un enthousiasme éphémère devant tomber à plat à la première difficulté. La révolution prolétarienne a besoin de champions résolus, prévoyant toutes les difficultés et prêts à toutes les privations. »

C'est la leçon même de l'Internationale Communiste, depuis sa fondation. Il en est une autre et que Varga dégage aussi. La révolution hongroise s'est écroulée, parce qu'elle est demeurée isolée, que l'Europe Centrale et occidentale ne l'a pas soutenue. Et voilà pourquoi il est indispensable que les prolétariats communistes se lient de plus en plus étroitement entre eux, afin que la bourgeoisie ne puisse exploiter leur défaut de solidarité et la fragilité de leur union.

Paul LOUIS.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 126, rue Lafayette, PARIS

Vient de paraître :

Marcel MARTINET

LA NUIT

Volume de 120 pages illustré de 6 dessins de G. Pastré

Prix : 5 fr. 50. — Franco : 5 fr. 75

TROTSKY a envoyé aux « Editions Clarté » le radio suivant : « Ai reçu la NUIT. Profonde et belle œuvre dans laquelle est représenté le sort passé du prolétariat français et qui, en forme d'art, sert à la fois comme un avertissement politique. Je prends soin que l'on fasse une traduction digne du drame et qu'on le mette en scène d'une manière irréprochable. »

En vente à la Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris. Chèque : 25.517.

Le Front Unique en action dans le Monde

La Section française, en minorité dans l'Internationale, peut indéfiniment prolonger les discussions théoriques sur l'unité de front sans faire avancer la question d'un pas. Pendant que le Parti Communiste français se livre ainsi aux jeux stériles de je ne sais quelle nouvelle scolastique sociale, partout ailleurs la question du front unique a cessé, pour tous les autres Partis Communistes disciplinés dans l'Internationale, d'être un objet de discussions pour devenir la règle de leur action.

Puisque, dans notre inaction, nous n'avons pas contribué à enrichir l'expérience internationale, nous pouvons tout au moins aujourd'hui, jetant un regard sur le monde, ne pas nous refuser à recevoir la leçon des faits.

La présente étude, forcément incomplète, est basée sur une information puisée dans les journaux communistes étrangers, notamment dans la *Rote Fahne* (Allemagne), dans l'*Ordine Nuovo*, dans *Il Lavoratore*, dans *Il Comunista*, dans *Il Sindacato Rosso* (Italie), et dans l'excellente revue de nos camarades italiens : la *Rassegna Comunista*.

Nous étudierons d'abord la pratique du front unique et les résultats obtenus par cette tactique dans les pays sur lesquels nous avons pu nous procurer des renseignements précis.

RUSSIE

En Russie, les Soviets, front unique du prolétariat, par leur victoire sur les institutions de la bourgeoisie, sont devenus l'appareil gouvernemental de l'Etat prolétarien. En combattant les Soviets les armes à la main, les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks et les anarchistes se sont mis d'eux-mêmes en dehors du front prolétarien ; d'ailleurs, les honnêtes ouvriers appartenant à ces partis et qui reprouvent les complots à main armée dirigés contre la Révolution, peuvent en participant, même sous forme d'opposition légale, à la vie soviétique, pratiquer à leur gré la tactique de l'unité de front.

Dès le 30 avril au soir, dans toute la Russie, commença la fête du travail. A Moscou, toutes les organisations soviétiques, syndicales et coopératives sont au complet et les démonstrations ont lieu avec un concours immense de population. A Pétrograd, sur la place Urizky, la garnison prête solennellement le serment rouge, jurant de défendre jusqu'à la dernière goutte de sang la Révolution internationale. Au Champ de Mars a lieu la commémoration des victimes de la Révolution. A Nijni-Novgorod, c'est un indescriptible enthousiasme, encore accru par l'arrivée d'un représentant de la 3^e Internationale.

Partout s'exprime unanimement la volonté de maintenir, avec l'aide des ouvriers du monde entier, toutes les conquêtes de la Révolution.

LETTONIE

A Riga, la manifestation communiste compte 15.000 travailleurs. Simultanément se déroule la manifestation social-démocrate. Les contre-manifestations réactionnaires, avec l'aide de la police,

interdisent la parole aux orateurs communistes. Des bagarres ont lieu, pendant lesquelles sont opérées une grande quantité d'arrestations.

HOLLANDE

En Hollande, pour le 20 avril, le Parti Communiste lance un appel au Parti social-démocrate et aux organisations syndicales réformistes.

La Commission Exécutive du Parti socialiste déclare se réserver de fixer le moment qui lui paraîtra le plus opportun pour une telle manifestation.

Les chefs syndicaux réformistes répondent qu'ils ne peuvent agir sans avoir reçu les ordres de l'Internationale syndicale d'Amsterdam.

Le camarade Winkop stigmatise les membres de ces deux organisations comme *traitres au front unique de la classe ouvrière*.

ANGLETERRE

Le 1^{er} Mai, à Londres, a lieu une grande démonstration simultanée du Labour Party et du Parti Communiste. Une motion pour la défense des libertés syndicales, pour la reprise des relations avec la Russie, et invitant le gouvernement japonais à abandonner sa politique d'intervention en Sibérie, est adoptée à l'unanimité.

L'importance de cette manifestation fut telle qu'elle influa sur les organismes centraux des Trade Unions et du Labour Party. Ces organisations comprennent 6 millions d'ouvriers. Le 3 mai, au nom de leurs organisations respectives, le Comité Directeur des Trade Unions et le Comité Exécutif du Labour Party, invitent Lloyd George à reconnaître *immédiatement* les Soviets.

Le Congrès du Labour Party vote une motion favorable à la réalisation de l'unification avec le Parti Communiste. On sait qu'en Angleterre le Labour Party a bien plutôt le caractère d'une coalition d'organisations prolétariennes que le caractère d'un parti au sens où nous entendons ce mot dans les autres pays. Le Labour Party est, en réalité, dans le mouvement anglais aux formes si originales, comme une espèce de front unique permanent comprenant depuis de longues années des millions d'ouvriers organisés. Soucieux de faire évoluer ce front prolétarien unique dans les limites du régime capitaliste, les chefs du Labour Party avaient toujours repoussé l'idée même de l'affiliation du Parti Communiste britannique à leur organisation. Sous la pression des masses, ils sont sur le point de céder. Ils doivent renoncer au plan qu'ils avaient conçu d'isoler les communistes, peu nombreux mais ardents, du gros de la classe ouvrière.

Malgré les efforts de Ramsay Macdonald, le Congrès du Labour Party approuve une motion déclarant « ne pas approuver toutes les méthodes des bolcheviks », mais exprimant « une foi pleine et entière dans leur politique anti-impérialiste et dans leur lutte contre la réaction mondiale ».

SUISSE

Le 1^{er} Mai, en Suisse, revêtait le caractère d'une manifestation claire pour les huit heures, pour

l'élimination du chômage, pour la reconnaissance diplomatique des Soviets et pour la reprise des relations économiques avec la Russie.

A Genève, les communistes, les socialistes et les anarchistes organisèrent une manifestation commune pour le désarmement général, pour la reconnaissance de la Russie et pour la constitution d'un front prolétarien unique.

BULGARIE

A Sofia, le 1^{er} Mai, 25.000 travailleurs répondent à l'appel du Parti Communiste bulgare. Ils affrontent les brutalités de la police, qui leur fait ainsi payer leur inébranlable fidélité à la 3^e Internationale.

JAPON

Au Japon, malgré les rigoureuses mesures répressives prises par le gouvernement, dans toutes les grandes villes le prolétariat a fêté solennellement le 1^{er} Mai. A Tokio, 40 personnes portant des drapeaux rouges furent arrêtées.

ITALIE

Le 20 avril, le Parti Communiste italien se trouva en présence de la manœuvre de Serrati, repoussant la manifestation projetée à la date ultérieure du 1^{er} Mai.

Les communistes organisent néanmoins de nombreuses manifestations pour le 20 avril. Ils disent : « Le front unique doit devenir une réalité, les social-démocrates doivent se résigner à l'action ou se séparer des masses sur lesquelles ils ne tarderont pas à perdre tout ascendant. »

Malgré la subtile manœuvre de Serrati, la masse ouvrière assiste nombreuse aux manifestations organisées par les communistes et exprima fermement sa volonté de voir s'organiser, pour la lutte contre l'offensive patronale, l'unité d'action du prolétariat.

TCHÉCO-SLOVAQUIE

Les manifestations du 20 avril groupèrent, à Prague, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers.

Le 1^{er} Mai, communistes et social-démocrates organisent des manifestations séparées, mais simultanées. La masse déserte les manifestations social-démocrates.

A Prague, le cortège communiste est suivi par 100.000 ouvriers ; le cortège social-démocrate, par 4.000 seulement.

Dans la province, les diverses manifestations groupent : à Kladno, 40.000 ouvriers ; à Presbourg, 20.000 ; à Reichenberg, 18.000 ; à Mährisch-Schönberg, 12.000 ; à Schlau, 18.000.

La pratique du front unique ne tarde pas à faire sentir ses bons effets dans les syndicats.

Dans la grève des métallurgistes tchéco-slovaques dirigée contre la réduction des salaires et contre l'abolition des droits syndicaux, les social-démocrates ont recouru à des manœuvres de sabotage tentant parfois d'aller jusqu'à la scission syndicale. Mais les ouvriers commencent à voir clair dans toutes ces manœuvres ; ils prennent conscience de la nécessité de sauvegarder dans l'action leur unité de classe, et ils ne se laissent plus fourvoyer par les mauvais bergers qui perdent de plus en plus tout crédit.

C'est ainsi que l'assemblée générale des gré-

vistes de la métallurgie, malgré l'opposition des social-démocrates, accepta la proposition communiste d'une grève de solidarité destinée à élargir la lutte aux catégories indispensables à la vie sociale et à mener la lutte à fond contre le capitalisme en bloc.

Ainsi, au cours du développement de la lutte commune, de nombreux ouvriers comprennent la vérité de la parole communiste. La tactique du front unique favorise, en Tchéco-Slovaquie, la pénétration communiste dans les syndicats.

AUTRICHE

Pour le 20 avril, social-démocrates et communistes concluent un accord pour l'organisation d'une démonstration commune. Mais Bauer, le leader de la 2^e 1/2, pose comme condition : pas de discours, tant il craint que la parole communiste soit entendue des masses.

A Vienne, la manifestation groupe 250.000 ouvriers, qui, en dépit de Bauer, acclament la Révolution russe. Les communistes proposent alors de compléter la manifestation par le vote d'un ordre du jour relatif à la situation actuelle de l'Autriche. Cet ordre du jour se prononçait en outre contre le chômage croissant, contre l'offensive capitaliste et contre la paix de Versailles. Les chefs social-démocrates repoussèrent cette proposition.

Sentant pour eux tout le danger du front unique, les chefs social-démocrates se refusèrent, pour le 1^{er} Mai, à des manifestations communes avec les communistes. Des manifestations distinctes eurent donc lieu presque partout, sauf dans les petites localités où, en dépit des ordres donnés par les dirigeants socialistes de Vienne, les ouvriers réalisèrent leur unité de classe.

ALLEMAGNE

Pour le 20 avril, un appel commun fut lancé par les indépendants et par les communistes. Les social-démocrates refusèrent de se joindre à cet appel en invoquant le même prétexte que Serrati en Italie. Ils disaient : « Bornons-nous à manifester le 1^{er} Mai ».

Néanmoins, en divers lieux, les masses contraignirent les chefs social-démocrates locaux à participer à la manifestation. De plus en plus rapidement, sous l'influence de la vigoureuse campagne menée par les communistes en faveur de l'unité de front, les ouvriers d'Allemagne reprennent conscience de leur unité de classe.

A Berlin, malgré les chefs social-démocrates et l'hostilité sourde de certains chefs indépendants, la manifestation de Lustgarten, à laquelle participèrent 150.000 ouvriers, revêtit un caractère imposant.

Les chefs majoritaires, sentant le danger, essaient d'isoler les communistes de la masse et, dans le *Vorwärts*, accentuent leur campagne de sabotage du front unique.

Pour le 1^{er} Mai, les chefs majoritaires manifestent leur intention de célébrer la Fête du Travail pour leur propre compte. Mais, dans la plupart des grandes villes, les travailleurs imposèrent aux chefs majoritaires la participation aux manifestations communes. Cela fut réalisé, notamment à Berlin, dans la région rhénane, en Westphalie, à Düsseldorf, à Mulheim, à Oberhau-

sen, à Hamborn, à Essen, à Elberfeld, à Remscheid et à Solingen.

Dans bien des cas, sans qu'il y ait eu accord préalable entre les chefs, la masse montre sa volonté d'agir en commun.

Devant cette volonté, la bureaucratie syndicale est obligée à renoncer à son œuvre de sabotage. Les orateurs sont applaudis, quand ils disent que *la misère met en relief la nécessité du front unique contre l'offensive patronale*. Ce sont les orateurs qui dénoncent les illusions réformistes qui entraînent le mieux les masses.

A Berlin, manifestation formidable, à laquelle participent 600.000 ouvriers. La confiance inspirée par l'imposante manifestation du 20 avril, qui se déroula pendant les heures de loisir (après 5 heures du soir), permet ainsi, à dix jours d'intervalle, d'entraîner 450.000 ouvriers nouveaux dans la lutte, et, cette fois, pour une manifestation de chômage.

Dans toute l'Allemagne, ce sont des résultats analogues. A Dresde, 100.000 ouvriers manifestent ; à Francfort, 50.000 ; à Hamborn, 20.000 ; à Hambourg, 40.000 ; à Halle, 60.000, sur un total de 200.000 habitants ; à Düsseldorf, 50 à 60.000 ; Monaco, 20.000 ; à Essen, 80.000, etc.

Ces manifestations signifient clairement la volonté d'action unique du prolétariat, mais elles ne signifient pas que la puissance contre-révolutionnaire des organisations social-démocrates soit déjà partout supplantée. Dans bien des endroits, les chefs réformistes peuvent encore avec succès essayer de s'abriter sous la bannière rouge de la Révolution et masquer aux yeux du peuple travailleur le fait que la République social-démocratique d'Ebert s'est en réalité prostituée à Stinnes.

Le front unique commence et n'a pas encore développé ses formules concrètes, les seules qui permettront de ruiner l'influence des social-démocrates sur la classe ouvrière. Jusque-là, les chefs majoritaires continueront à pouvoir illusionner une partie du prolétariat. Néanmoins, c'est déjà un grand succès que d'avoir réussi à établir le front prolétarien unique malgré la volonté de sabotage de ces derniers. C'est un premier succès qui, le travail des communistes aidant, prépare d'autres et de plus grands succès dans un avenir assez rapproché.

Le 2 mai, à Berlin, les ouvriers et employés municipaux manifestent contre la politique vexatoire et antiouvrière de la municipalité, dont font partie de nombreux social-démocrates. Devant le Palais municipal, la foule est dispersée à la baïonnette et sabrée par la police (Schutzpolizei : Schupo). Il y a 4 morts et 25 blessés graves. Les travailleurs municipaux décident une grève de protestation de 24 heures. Les communistes proposent d'élargir cette protestation en déclarant pour 24 heures la grève générale. L'opposition des social-démocrates qui se mettent résolument du côté de la police fait échouer cette proposition. Ainsi peu à peu s'ouvrent les yeux des ouvriers.

A Dortmund, un baron de la mine licencie deux conseillers d'usine pour avoir fait propagande en faveur du chômage du 1^{er} mai. Au nombre de 20.000, les mineurs de tout le bassin ripostent par la grève générale. Ils réclament la réintégration de leurs camarades, le paiement des journées de grève et l'accroissement des droits des Conseils d'usine.

On peut mesurer, par un tel exemple, combien le succès remporté par le front unique le 1^{er} Mai,

a renforcé la confiance des travailleurs et développé leur esprit de combativité.

Au moment où la Commission des Neuf devait se réunir à Düsseldorf, ce furent, parvenant dans cette ville, une foule de motions et d'ordres du jour se prononçant pour la convocation aussi rapide que possible d'un Congrès ouvrier mondial. Des délégués d'usines, appartenant à tous les partis, firent même le voyage pour exercer, par leur présence, une pression sur la Commission des Neuf. Quand, par la faute de la 2^e Internationale, se produisit la rupture de cette commission, plusieurs de ces délégués repassèrent par Berlin, où ils entrèrent en rapport avec le Parti Communiste. Sous l'égide de ce dernier, une conférence de ces délégués de passage eut lieu le 26 mai. Tous, au nombre de soixante environ, organisés ou sans parti, réclamèrent la convocation d'un Congrès ouvrier mondial. Les délégués appartenant au Parti social-démocrate déclarèrent qu'ils allaient exiger de leurs chefs des explications précises au sujet de leur attitude peu claire en face du front unique.

Toute cette agitation, menée brillamment et en premier lieu par les communistes en faveur du front unique et en faveur du Congrès ouvrier mondial, rend aisée la pénétration communiste dans les syndicats.

Dans ce domaine, les victoires remportées en mars et en avril s'accroissent de jour en jour.

Dans l'usine textile d'Augusta et dans la maison Knorr-Bremse, malgré le licenciement de nombreux communistes, nos amis obtiennent une proportion de 9 conseillers d'usines sur 17.

A Berlin eurent lieu récemment les élections aux Conseils d'usines. Ces élections ont montré que, dans les grandes entreprises, les majoritaires ne constituent plus qu'une faible minorité.

A Hambourg, qui fut jusqu'alors une citadelle majoritaire, les communistes obtenaient l'an dernier 41 sièges contre 101, alors que cette année ils en obtiennent 82 contre 64.

Dans ces élections aux Conseils syndicaux ou aux Comités d'usines, les Indépendants, qui l'an dernier faisaient bloc avec les majoritaires, font maintenant bloc avec les communistes. L'attraction communiste croissante sur les masses des ouvriers indépendants est indéniable et contribue à la dislocation de ce parti, dont les chefs parlementaires sont au contraire toujours attirés d'avantage vers le parti gouvernemental qu'est le parti majoritaire. Le *Vorwärts* ne cesse de se lamenter sur cette marche à gauche du mouvement ouvrier.

Dans son Congrès du 3 au 6 mai, la Fédération des Hommes de mer, forte de 13.000 adhérents, sous l'influence communiste, décide son adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge.

Dans les mines de la Ruhr, les élections aux Conseils d'usines témoignent d'une grande augmentation des voix minoritaires et de la diminution des tendances collaborationnistes.

En ce moment, en Allemagne, la lutte se cristallise autour des élections des délégués au Congrès Général des Syndicats.

Albert TREINT.

(A suivre)

**SECOURONS NOS
FRERES DE RUSSIE**

La Semaine Politique

Nous voilà comblés

La semaine aura été marquée par une triple manifestation symbolique de réaction, dans le domaine politique, économique et social.

Réaction politique : conformément aux usages en honneur en 1821, les fonctionnaires sont considérés, non comme liés avec l'Etat par un contrat de louages de services, mais comme tenus vis-à-vis du gouvernement par un pacte de fidélité.

Réaction économique : à la suite du débat sur la vie chère, la Chambre consacre le principe protectionniste en matière de politique agricole comme de politique industrielle.

Réaction sociale : le Conseil supérieur des chemins de fer entend frapper le travail d'une redevance de 300 heures sans rémunération.

M. Arago, qui ne doute de rien, s'est d'autre part efforcé à la justification théorique d'un tel régime.

..

Les fonctionnaires ne s'avisent-ils pas d'être communistes ? Particulièrement, des fonctionnaires de l'intelligence, des fonctionnaires de l'Université, ne s'avisent-ils pas d'exercer, dans le domaine politique, leur « faculté de connaître et de comprendre » ? Il est entendu que cette tolérance arrive à son terme.

M. Colrat qui a su trouver « dans les pétroles » des occupations plus lucratives que la lecture de Platon ou de Lucrèce, a déposé au Conseil des ministres un projet de loi en deux articles. Il demande simplement l'inéligibilité de tous les fonctionnaires aux élections législatives, sénatoriales et cantonales. A ce compte, Jaurès — et un certain nombre de collègues de M. Colrat, n'eussent jamais franchi les portes de l'hémicycle. Pour pouvoir solliciter les suffrages de ses concitoyens, il faudra désormais que le fonctionnaire ait donné sa démission six mois au minimum avant le jour du scrutin.

Il s'agit moins, naturellement, de retrancher de la Chambre quelques élus-fonctionnaires que de rejeter hors la politique militante des intelligences ou des clairvoyances dangereuses. On s'en rend parfaitement compte à la lecture de la circulaire, rédigée aussi par M. Colrat. Elle déclare difficilement conciliables la qualité de fonctionnaire et d'homme de parti...

C'est donc un projet de mort civique que le gouvernement entend obtenir contre toute une partie du pays. Menacée dans ses besoins vitaux — moraux et matériels — jamais l'Intelligence n'a plus senti qu'aujourd'hui, contre l'ennemi commun, sa solidarité intime avec l'ensemble des travailleurs.

Réaction économique

La Chambre a terminé vendredi le débat sur les récents décrets rendus par le ministre de l'Agriculture, justement accusés d'avoir provoqué un relèvement du coût de la vie. On sait quels sont ces décrets. Ils ont abouti, les uns et les autres, à prohiber l'importation des beurres et du bétail étranger, et à autoriser l'exportation des beurres et du bétail français. La raréfaction, ainsi obtenue, de la marchandise sur notre marché national a amené tout naturellement une hausse des prix, dont l'intermédiaire, beaucoup plus que le producteur, a profité.

La défense de M. Chéron a été simple : « Vous acceptez bien le protectionnisme dans l'ordre industriel, a-t-il dit à la Chambre. Pourquoi ne pas l'accepter dans l'ordre agricole » ?

Le représentant du grand capitalisme industriel, M. Loucheur, a répondu avec empressement à cet appel. Il s'est prononcé pour le nationalisme économique dans les divers domaines de la production :

Croyez-vous vraiment, a-t-il dit, qu'à l'heure où nous recherchons, dans le chaos du monde, à maintenir notre indépendance politique, nous puissions la réaliser, si nous ne jouissons pas de notre indépendance économique ? Par conséquent, estimez-vous exagéré de consentir, dans des périodes difficiles, des sacrifices pour que l'agriculture française soit florissante ?

Et la Chambre a sanctionné le débat d'un ordre du jour nettement protectionniste :

La Chambre, considérant que l'intensification de la production agricole, qu'un régime douanier identique pour l'agriculture à celui des autres branches de l'économie nationale, qu'une diminution de l'écart entre les prix à la production et à la consommation peuvent seuls assurer le rétablissement de l'équilibre économique et financier du pays et l'abaissement du coût de la vie, ...repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour.

Le « régime douanier identique pour l'agriculture à celui des autres branches de l'économie nationale », c'est le régime de la guerre des tarifs, c'est celui des prohibitions d'entrée, c'est le protectionnisme avec ses menaces de conflits et ses stimulants de vie chère.

Cela, au moment où une enquête économique — ...de la Société des Nations ! — dénonce dans le protectionnisme le principal obstacle à la restauration du monde.

..

Un récent débat devant le Conseil supérieur des chemins de fer a donné lieu à une belle manifestation de réaction sociale.

Ce Conseil, après s'être prononcé en faveur de la cession du réseau de l'Etat à une entre-

prise privée, s'efforce d'autre part, d'obtenir quelque économie dans l'exploitation du réseau : mais l'économie, il la demande au Travail ; après la tentative de spoliation sur la nation entière, la tentative de spoliation sur une catégorie de travailleurs.

Laissons parler la *Journée industrielle*, le grand quotidien du patronat :

Dans le but d'alléger immédiatement la charge qui pèse sur les réseaux et, par suite sur les usagers, le rapporteur a proposé d'autoriser pendant une période de sept années les réseaux à demander à leur personnel 300 heures supplémentaires sans rémunération, ce qui porterait au total l'économie réalisée à 426 millions par an.

Vous avez bien lu : 300 heures gratuites pendant 7 ans. Tandis que d'autre part on fait monter le coût de la vie et qu'on veut

livrer une partie des richesses d'Etat aux convoitises du capitalisme privé.

Extrait, maintenant, du discours de M. Arago au banquet apologétique de « l'Action Nationale républicaine » (Eloc National) :

Des idées simples appliquées par des hommes droits, voilà ce que demande le pays.

Union entre les citoyens et restauration nationale dans l'ordre républicain ; *équitable répartition des charges fiscales* et simplification des impôts ; *libération de l'agriculture, du commerce et de l'industrie des tutelles administratives* ; RETOUR A L'INITIATIVE PRIVEE DES FONCTIONS QUI NE RELEVANT PAS NORMALEMENT DE L'ETAT ; voilà quelques-unes de ces notions nettes et simples autour desquelles doivent se grouper tous les citoyens.

G.-E. LABROUSSE.

La Semaine Internationale

La Conférence de La Haye

La Conférence de La Haye est partiellement commencée. Les experts de tous les pays représentés à Gênes à l'exception de l'Allemagne et de la Russie ont tenu des réunions préliminaires.

La seule signification de ces séances a été dans le nouvel échec imposé à M. Poincaré. Ses *memoranda* ont été complètement dédaignés et la doctrine qu'il avait voulu imposer à l'Europe sur les rapports entre la Russie et les puissances occidentales n'a reçu l'agrément d'aucun gouvernement. La Belgique, l'ingrate Belgique, non seulement a abandonné la France devant le Comité des Banquiers, mais encore elle n'a pas soutenu M. Poincaré qui avait pris la peine de mettre en un mémoire toutes les raisons de « rendre » aux Belges des puits de pétrole qui ne leur ont jamais appartenu. Je dis « qui ne leur ont jamais appartenu » parce que, en effet, les revendications dites « d'anciens propriétaires » ont une origine bien curieuse. En 1920, au mois de mai fut fondée à Anvers une société dite *Trust franco-belge des transports*. Ce trust des transports avait, en réalité, pour but la spéculation sur les titres de propriété de certains personnages russes. Pendant les années 1920 et 1921 le trust acheta pour quelques centaines de mille francs des titres de propriété qui ne valaient plus rien, mais qui en cas de contre-révolution pouvaient valoir des millions et qui portaient sur les pétroles de Grosnyi.

Les émigrés russes qui ne se faisaient pas d'illusions furent enchantés de l'aubaine. Mais ce trust est une puissante affaire. Il a fait entrer dans son conseil d'administration un haut fonctionnaire du ministère français des Affaires étrangères dont nous dirons le nom prochainement et voilà pourquoi à La Haye, com-

me à Gênes, le gouvernement français soutiendra les droits des prétendus anciens propriétaires à la restitution intégrale.

Quand on est aussi fermement assuré d'avoir avec soi le Quai d'Orsay, il n'est pas nécessaire de soutenir partout la politique de M. Poincaré et c'est pourquoi, sans doute, la Belgique se permet de faire de temps à autre cavalier seul et de ménager l'Angleterre.

Il aurait été plus logique, étant donné l'échec complet de sa politique, que M. Poincaré refusât de participer aux séances plénières de La Haye. Mais ce n'est pas dans sa manière, il espère que ses représentants trouveront là-bas l'occasion de paralyser la reprise des relations avec la Russie. Et puis il faut bien que les sociétés capitalistes qui manœuvrent la diplomatie française obtiennent d'elle les services qu'ils en attendent.

Et pendant qu'il faisait annoncer humblement que les experts français resteraient à La Haye, M. Poincaré s'en est allé à Londres déjeuner avec M. Lloyd George. La presse officieuse anglaise l'accueille froidement et va jusqu'à dire qu'il est le principal obstacle à l'alliance franco-anglaise. Néanmoins les officieux français parlent d'entente.

L'entente ne se fera pas. Elle ne peut pas se faire. L'opposition entre le capitalisme de Londres et le capitalisme de Paris, elle n'est pas seulement dans la question russe, dans la question allemande, elle est partout, à Tanger, en Orient.

Si la place ne m'était mesurée, je voudrais montrer en détail les oppositions d'intérêts qui risquent de faire de Tanger le Fachoda de demain.

Si M. Poincaré ne veut pas être accusé de trahison par le Bloc National — et certes il ne le voudra pas — il ne pourra pas s'entendre avec M. Lloyd George.

Robert PELLETIER.

Le Communisme Français et l'attitude du camarade Rappoport

La situation intérieure de notre Parti Français est aujourd'hui incontestablement une question extrêmement importante pour toute l'Internationale Communiste. Au sein de ce Parti des transformations se produisent qui sollicitent la plus grande attention. L'historien dira avec quelle difficulté le Parti prolétarien du vieux pays « civilisé », « républicain », alourdi des traditions du passé parlementaire opportuniste, s'est adapté à la nouvelle situation historique. Ceux qui pensent ou qui disent qu'en France, pays victorieux, la situation n'est pas révolutionnaire et que c'est cela même qui expliquerait la crise du communisme français, se trompent radicalement. En réalité, la situation, si on l'analyse bien à fond, a un caractère profondément révolutionnaire. La situation internationale de la France est extrêmement instable et pleine de contradictions. Elle est la source de crises inévitables et de plus en plus aiguës. La situation financière du pays est catastrophique. Cette catastrophe financière ne peut être prévenue que par des mesures de la plus profonde violence sociale, pour lesquelles la classe dirigeante n'est absolument pas de taille. Tout le régime gouvernemental de la France après la guerre, et avant tout son militarisme et ses efforts coloniaux, ne correspondent pas à sa base économique ; on peut dire que la mégallomanie de grande puissance de la France menace d'écraser le pays sous son poids. Les masses ouvrières sont déçues dans leurs illusions nationales, découragées, mécontentes, indignées. Le bloc national, ayant écrémé la victoire, se dissout devant nos yeux. Le radicalisme, de même que le social-patriotisme ont gaspillé leurs ressources fondamentales encore avant la guerre. Si le régime radical réformiste (Caillaux, Albert Thomas, Blum) succédait au régime du bloc national, ce ne serait guère pour un terme plus long qu'il n'en faut au Parti Communiste pour se préparer définitivement à l'accomplissement de sa tâche essentielle. Ainsi donc, les conditions objectives de la Révolution et les conditions subjectives d'une politique révolutionnaire sont données. S'il manque quelque chose, ce ne peut être que l'évolution intérieure du Parti lui-même.

L'affaire Fabre a, sous ce rapport, un caractère profondément symptomatique. Le Parti Communiste ayant rompu en principe avec l'idéologie nationale et réformiste, accepte dans ses rangs un des condottieri les plus vulgaires du journalisme, qui monte, à ses propres risques et périls, l'entreprise d'un journal sans

principe, et ayant affiché sur sa porte la cocarde communiste, accorde à son tour la plus large hospitalité aux réformistes, aux nationalistes, aux pacifistes, aux anarchistes, sous une seule condition : mener la lutte contre l'Internationale Communiste. Ce scandale invraisemblable continue depuis le jour de la constitution du Parti Communiste et prend des formes de plus en plus nettes et démoralisantes. Bien plus, dans le journal de Fabre collaboraient les membres les plus influents du Comité Directeur du Parti et lorsque l'Internationale les détermina à cesser leur collaboration, ils le firent sur le ton de la plus tendre élogie. Il se trouve, il va sans dire, des malins qui nous disent que nous « exagérons » l'importance de ce fait. Nous considérons ces malins comme des nigauds et des gobe-mouches, sinon pire, c'est-à-dire sinon comme des protecteurs conscients de la clique de Fabre envisagée comme contre-poids « utile » à l'aile gauche. Le Comité Exécutif de l'Internationale a fait preuve, dans cette question, de même que dans toutes les autres questions intérieures du communisme français, de la plus grande prudence en donnant des conseils, en attendant patiemment des réponses et des actes, en faisant des propositions d'accord avec les camarades français, en donnant le temps nécessaire pour la réalisation de ces propositions, en avertissant de nouveau et en attendant de nouveau — jusqu'à ce qu'il se vît contraint de recourir au paragraphe 9 des statuts et d'exclure Fabre de l'Internationale.

Il faut espérer que le camarade Rappoport qui se trouve en ce moment à Moscou, ne contestera pas le droit et l'obligation de l'Internationale de décider qui peut et qui ne peut pas faire partie de l'Internationale. Fabre n'est pas des nôtres, Fabre n'a rien de commun avec nous, c'est un adversaire direct. C'est pour cette simple raison que chaque prolétaire français comprendra parfaitement que Fabre a été exclu de l'Internationale. Et tous ceux qui soutiennent Fabre ou qui se solidarisent avec lui, s'excluent par cela même automatiquement de nos rangs. Mais peut-être le camarade Rappoport doute-t-il de l'efficacité de cette décision ou de son opportunité ?

Le camarade Rappoport demande dans les *Izvestia* une attitude prudente à l'égard du mouvement ouvrier français. Qu'est-ce à dire ? Tous les initiés verront dans ces paroles une allusion. Malheureusement ce n'est qu'une allusion ; nous aurions préféré une critique franche et de claires indications sur ce que le ca-

marade Rappoport veut et sur ce qu'il ne veut pas. En vérité, ce n'est pas le moment des allusions et des ambages, surtout si l'on considère que le camarade Rappoport est membre du Comité Directeur du Parti Communiste Français. Quelques lignes plus haut, Rappoport dit qu'il ne serait pas juste de tirer des « conclusions pessimistes » à l'égard du mouvement ouvrier français : « Les masses révolutionnaires de France, écrit-il, sont saines. » Encore une allusion : Qui est-ce qui tire donc des conclusions pessimistes françaises ? Qui est-ce qui traite le mouvement ouvrier français avec insuffisamment de prudence ?... Il est indispensable de reconnaître au mouvement français « le droit à une certaine indépendance », dit Rappoport. Encore une réticence. Seulement au mouvement français ? Cela ne se rapporte-t-il pas à toutes les sections nationales de l'Internationale ? Quand et en quoi l'Internationale a-t-elle restreint sans légitimité l'indépendance, l'autonomie du mouvement ouvrier français ? Que signifient ces allusions, ces sous-entendus ? Ne vaut-il pas mieux dire clairement et fermement en quoi l'Internationale a-t-elle insuffisamment ménagé le mouvement ouvrier de France et en quoi précisément il a violé l'autonomie nécessaire du communisme français ? On ne peut s'entendre qu'en posant clairement et franchement toutes les questions discutées.

Le malheur est que le camarade Rappoport élargit extrêmement la question et reporte sur tout le Parti et même sur le mouvement ouvrier dans son ensemble la responsabilité absolument définie d'institutions du Parti définies de journaux, de personnes, de rédacteurs, de chefs définis. Incontestablement, le Parti a ses racines dans le mouvement et le Comité Directeur dans le Parti ; mais cela ne délie pas le Comité Directeur et ses différents membres de la responsabilité de leur propre politique. Or, c'est précisément le Comité Directeur du Parti qui a fait preuve jusqu'à ces jours derniers d'une patience absolument inconcevable à l'égard d'un organe hostile plongeant dans le corps du Parti. La responsabilité en incombe à ce même noyau du Comité Directeur auquel appartient le camarade Rappoport. Nous considérons — et nous le déclarons ouvertement — que c'est précisément le camarade Rappoport et ceux qui pensent comme lui qui n'usent pas d'assez de ménagements à l'égard du communisme français et du mouvement ouvrier dans l'ensemble lorsqu'ils permettent à des groupes sans responsabilité de s'appliquer à greffer artificiellement l'opportunisme sur le Parti Communiste et à préparer son rapprochement et sa fusion avec les dissidents opportunistes au moyen de l'isolement de l'aile gauche. Les masses révolutionnaires de France sont saines, mais cela ne veut point du tout dire que les erreurs du Comité Directeur dans la composition duquel entre aussi le camarade Rappoport, sont indifférentes à leur santé. Il faut en-

core une fois dire franchement : Rappoport et ceux qui pensent comme lui restent perplexes, indécis devant la conduite de Fabre, non pas parce qu'ils le considèrent comme une quantité infime, mais au contraire, parce que par l'exclusion de Fabre ils craignent de déterminer une « crise » inévitable aux sommets du Parti. Mais par cela même ils manifestent des vues extrêmement pessimistes à l'égard du Parti en supposant que la source et la condition de ses succès, c'est la conservation du *statu quo* aux sommets et non l'affranchissement de l'esprit de cliques par en bas, cliques dont les masses n'ont pas besoin et qui ne font que les gêner.

Que le Parti Communiste Français ait besoin d'autonomie, il n'est vraiment pas nécessaire de le rappeler à l'Internationale. Mais cette autonomie est nécessaire pour l'action. Or, le camarade Rappoport et ses partisans soutiennent aux sommets du Parti un groupement de forces qui exclut la possibilité d'action. Disons plus exactement : la ligne politique passant entre Rappoport et Verfeuil *n'est pas une ligne d'action communiste*. Voilà le fond de la question. Voilà d'où viennent l'impuissance et les symptômes de crise grave.

Le coup de l'Internationale Communiste contre la clique de Fabre signifie que le Comité Directeur doit chercher son orientation, non par une adaptation à l'aile droite, mais par une collaboration amicale avec l'aile gauche. L'équilibre de la politique du Parti doit s'établir non à droite du camarade Rappoport mais à sa gauche et même, avec la permission de notre hôte, considérablement, très considérablement plus à gauche. Plus vite et plus décidément le changement de cours nécessaire sera opéré aux sommets et plus facilement la crise sera surmontée et moins cher les couches inférieures auront à payer pour l'assainissement et le renforcement du Parti.

C'est dans ce sens que sont dirigés à présent tous les efforts du Comité Exécutif. Les représentants de tous les Partis Communistes suivent les événements au sein du Parti Français avec une attention tendue et avec la conscience de la responsabilité de chacun de leurs actes. Et nous ne doutons pas un instant que l'Internationale réussisse à avancer la ligne politique des sommets du Parti vers la gauche en parfaite correspondance avec les besoins, les idées et les sentiments des couches inférieures. Bien plus, nous ne doutons pas que la majorité des camarades dirigeants du groupement auquel appartient le camarade Rappoport lui-même soutiendra toutes les dernières mesures de l'Internationale, tendant à garantir le mouvement ouvrier français contre des crises incomparablement plus lourdes et plus douloureuses dans l'avenir. Les masses ouvrières révolutionnaires françaises sont saines. Le Parti saura parfaitement et entièrement régler sa ligne politique sur elles.

L. TROTSKY.

LES ÉTAPES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES SOVIETS

La lutte des Bolchevistes et des S.R. ET LA Question des Paysans moyens

Le traité de Brest-Litowsk (mars 1918) fournit un terrain excellent d'opposition aux S. R. de gauche. Ils se posèrent en défenseurs des paysans d'Ukraine opprimés par les Allemands, sans tenir compte des nécessités tragiques, qui contraignaient le gouvernement russe à assister, impuissant à cette atroce réaction.

Cette opposition prit toute son ampleur à l'occasion du cinquième congrès panrusse des soviets (juillet 1918). La presse social-révolutionnaire mena contre les bolchevistes une campagne violente, où elle mêla des accusations de complicité avec l'Allemagne, à des protestations contre la sévérité des réquisitions, et la violation de la loi agraire de février 1918.

Les élections donnèrent une légère majorité aux S. R. de gauche ; mais l'envoi de délégués du congrès des paysans pauvres, donna 678 députés aux bolchevistes contre 379 aux S. R.

Le congrès s'ouvrit dans une atmosphère de bataille. Il se tint au Grand Théâtre de Moscou, sous l'œil du comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne, et des délégués non officiels d'Amérique et d'Angleterre.

Tous les efforts des S. R. de gauche tendirent à susciter une rupture entre les bolchevistes et l'Allemagne. Trotsky reconnut la profondeur du drame qui agitait la conscience russe en présence des atrocités de la soldatesque allemande. Mais il dégagait les dangers d'une agitation saine, incapable de s'appuyer sur des forces organisées. Le leader des S. R. de gauche, Kamkof, désigna Mirbach en le traitant de barbare. Sa camarade Maria Spiridixnova s'adressant aux bolchevistes leur dit : « L'assassin allemand Mirbach est autorisé par vous à résider dans notre cité révolutionnaire. Vous avez trahi la révolution. » A l'appui de ses affirmations, elle étudia le sabotage de l'organisation agraire par les bolchevistes, les méfaits des paysans jaunes et de la centralisation bureaucratique.

Discours typique, non seulement parce qu'il associait avec force le double grief des S. R. de gauche, mais par le sentimentalisme et l'émotion dont il débordait. Emotion et sentimentalisme révolutionnaires, il ne contient, hélas ! que cela. Du sens des réalités, il n'y a pas trace. Neuf mois se sont écoulés depuis les jours purs et glorieux d'octobre. La Révolution, pour vivre, doit maintenant composer avec les événements.

La perfection splendide, prônée par les S. R., équivalait à un suicide.

Mais ceux-ci ne se résoudre pas à le comprendre. Leurs invectives contre Mirbach ne suffiront plus. Le 6 juillet, l'ambassadeur allemand tomba sous leurs coups. Avec les anarchistes, ils tentèrent même un mouvement insurrectionnel à Moscou ; mais le peuple ne les suivit pas et l'arrestation de leur chef put être opérée sans occasionner de troubles.

Les bolchevistes eurent, dès lors, la totale responsabilité du pouvoir : ils constatèrent que les comités de paysans pauvres avaient atteint leur but et que le prolétariat avait acquis sa conscience de classe. Il n'y avait donc plus de danger à restaurer le régime soviétique dans sa plénitude. Aussi, un décret supprima-t-il les comités et fit procéder à une réélection générale des soviets dont l'esprit se montra beaucoup plus révolutionnaire.

Pour couronner la révolution prolétarienne dans les campagnes, le Comité Exécutif Central des soviets vota, le 2 février 1919, une très importante loi qui fixa toute une série de mesures de transition pour préparer la culture collective.

La révolution agraire, après avoir franchi heureusement ces deux premières étapes, allait aborder la véritable besogne constructive. Elle allait avoir à résoudre un nouveau problème beaucoup plus ardu, parce que beaucoup plus complexe : celui des relations des communistes avec la classe paysanne moyenne. La disparition simultanée des exploitations dépourvues de surface ensemencée et des grandes propriétés des Koulak avait multiplié considérablement le nombre des paysans moyens.

Ceux-ci oscillaient entre la bourgeoisie et le prolétariat et, comme le disait Lénine, présentaient aux révolutionnaires « une âme double ». Ne pas tenir compte de leur force, eût été imprudence, vouloir les amener de plein pied au communisme eût été folie. Aussi le 8^e congrès communiste se prononça-t-il pour une période de collaboration prolongée avec eux, et, pour leur longue éducation, en évitant toute violence. Le congrès déclara aussi que l'Etat socialiste devait venir en aide à la classe paysanne, et poursuivre dans les campagnes la propagande politique et le travail d'éducation.

C'est à cette double tâche que les communistes allaient se livrer avec un admirable dévouement.

André JULIEN.

VIENT DE PARAÎTRE :

NOUVELLE ÉTAPE

par LÉON TROTSKY

Un volume in-16 Jésus..... 4 francs

En vente à la Librairie de l'« Humanité ».



Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur